



Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



HARIS JUIN 2022

Numéro 006



Editée par la Cellule d'Etudes et de Recherches en Relations Internationales (CERRI)

Université Alassane Ouattara

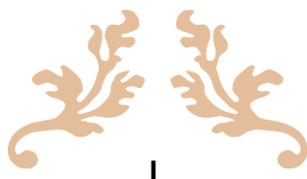
(Bouaké- Côte d'Ivoire)

Histoire et Analyses des Relations
Internationales et Stratégiques
(HARIS)

N°006 Juin 2022

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053



Administration de la Revue

Directeur Scientifique :
Professeur M'BRA EKANZA
Simon-Pierre (Professeur
Emérite du CAMES,
Université Félix Houphouët-
Boigny)

Directeur de Publication :
CAMARA Moritié (Professeur
Titulaire d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction :
KOUAKOU N'DRI Laurent
(Maître de Conférences
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

**Coordonnateur de
Publication :** SILUE Nahoua
Karim (Assistant d'Histoire
des Relations Internationales,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth
(Assistante en Histoire
économique, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO
Zana (Assistant d'Histoire des
Relations Internationales,
Université Péleforo Gon
Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Assistant
d'Histoire des Relations
Internationales, Université
Alassane Ouattara, Côte
d'Ivoire)

Webmaster : Ignace ALLABA
(Maître de Conférences
Études germaniques,
Université Alassane Ouattara,
Côte d'Ivoire)

Éditeur : CERRI (Cellule
d'Études et de Recherches en
Relations Internationales,
Université Alassane
OUATTARA)

Website : www.revueharis.org

Courriels : contact1@revueharis.orgcerriuao01@gmail.com



Comité Scientifique

-M'BRA EKANZA Simon-Pierre, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-KOULIBALY Mamadou, Professeur agrégé d'Economie, (Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-Abdoulaye BATHILY, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Jean-Noël LOUCOU, Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-KOUI Théophile, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-Francis AKINDES, Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-ALLADAYE Comlan Jérôme, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-SAADAOUI Ibrahim Muhammed, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

-Ousseynou Faye, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-Samba Diakité, Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-GBODJE Sékré Alphonse, Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)



Comité de Lecture

-**BATCHANA E**ssohanam, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU A**gba Ezéquier, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**CAMARA M**oritié, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

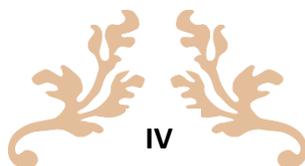
-**Ernest YAOBI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**GUESSAN B**enoit, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**GOLE A**ntoine, Maître de Conférences d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

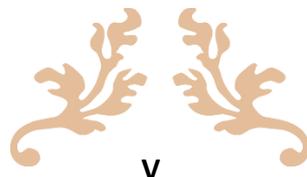
-**BAMBA A**bdoulaye, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan M**ohamed, Maître de Conférences d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)



Adresse aux auteurs

La Revue HARIS paraît 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue www.revueharis.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.



Sommaire

Jean Cottin Gelin KOUMA

Les stratégies de francisation de l'espace russophone.....7-25

Thierry DJIFACK

Délimitation et Démarcation de la frontière Cameroun-Nigeria de 1885 à 2006.....26-37

Poliny NDONG BEKA II

Les pratiques marchandes dans la région frontalière Gabon-Cameroun.38-50

Nadège Ludvine TEDONGMO

Vulnérabilité maritime des États du golfe de Guinée : lecture de la réalité insécuritaire entre le XVe et le XXe siècle.....51-62

DIABIGUILE Ali

L'empire du Mali et le Monde arabe : Une histoire des relations dans la longue durée.....63-71

Alexis N'DUI-YABELA, Guy Eugène DEMBA, Max-Landry KASSAI

De l'ambiguïté dans la mise en œuvre du concept de la « Responsabilité de protéger » en République centrafricaine.....72-87

NOUMBISSIE TCHAMO Daniel B.

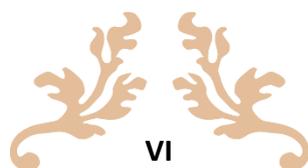
Patriotisme national et lutte contre le terrorisme transnational : cas de *Boko Haram*.....88-103

Lacina KABORE

Régulation et protection des publics jeunes dans les médias en contexte de convergence technologique au Burkina Faso.....104-119

Lacina YEO

La politique Africaine de la République Fédérale d'Allemagne des origines à nos jours : Un état des lieux.....120-133





La politique Africaine de la République Fédérale d'Allemagne des origines à nos jours : Un état des lieux

Lacina YEO

Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan-Cocody, Département d'allemand, tdlyeo@gmail.com

Résumé

Depuis déjà plusieurs années, les sommets et conférences sur le thème de l'Afrique se multiplient afin de renforcer la présence des puissances organisatrices sur le continent: France/Afrique, États-Unis/Afrique, Union Européenne/Afrique, Chine/Afrique, Russie/Afrique, Conférence de Tokyo sur le développement de l'Afrique, Inde/Afrique etc. Après la première grande vague d'intérêt des puissances étrangères pour l'Afrique que constitue la conquête coloniale au XIXème siècle, surnommée en anglais "the scramble" (la ruée), suivie plus tard de la deuxième vague, caractérisée par la guerre froide, certains observateurs critiques qualifient le regain d'intérêt en cours pour l'Afrique de troisième vague. En recouvrant son unité en 1990, l'Allemagne, géant économique, est redevenue un acteur politique et militaire incontournable sur la scène mondiale. Du coup, la question d'une nouvelle politique étrangère préoccupe de plus en plus les observateurs avisés de la vie politique allemande. La présente contribution a examiné la politique africaine de la République Fédérale d'Allemagne à l'aune de cette nouvelle ruée globale vers l'Afrique. Après avoir été longtemps en retrait pour des raisons historiques, la République fédérale d'Allemagne manifeste, depuis le tournant du millénaire, un intérêt croissant pour le continent africain. Après un bref aperçu de l'histoire des relations germano-africaines, l'étude a fait un inventaire descriptif et critique des enjeux, des projets et programmes de la politique africaine de la République fédérale d'Allemagne (RFA) pendant et après l'ère bipolaire tout en dégagant les principes et les motivations qui sous-tendent les différentes orientations politiques, et sans oublier les différents acteurs et de préciser comment la « nouvelle » politique africaine de l'Allemagne s'inscrit dans les structures politico-économiques internationales.

Mots clés : Diplomatie, Allemagne, Afrique, coopération, projets, ruée

Abstract

For several years now, summits and conferences on the theme of Africa have multiplied in order to strengthen the presence of the organizing powers on the continent: France/Africa, United States/Africa, European Union/Africa, China/Africa, Russia /Africa, Tokyo Conference on African Development, India/Africa etc. After the first great wave of interest from foreign powers in Africa that constituted the colonial conquest in the 19th century, nicknamed in English "the scramble", followed later by the second wave, characterized by the cold war, some critical observers call the current surge of interest in Africa a third wave. By regaining its unity in 1990, Germany, an economic giant, once again became an essential political and military player on the world stage. Suddenly, the question of a new foreign policy preoccupied more and more the informed observers of German political life. This contribution has examined the African policy of the Federal Republic of Germany in the light of this new global scramble for Africa. After having been in retreat for a long time for historical reasons, the Federal Republic of Germany has shown, since the turn of the millennium, a growing interest in the African continent. After a brief overview of the history of German-African relations, the study made a descriptive and critical inventory of the issues, projects and programs of the African policy of the Federal Republic of Germany during and after the bipolar era while bringing out the principles and the motivations which underlie the various political orientations, and without forgetting the various actors and to specify how the "new" African policy of Germany fits into the international politico-economic structures.

Keywords: Diplomacy, Germany, Africa, cooperation, projects, scramble

Introduction

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale la politique étrangère¹ de l'Allemagne est soumise à des restrictions. Un débat sur une éventuelle « normalisation » du rôle international de la République fédérale d'Allemagne, c'est-à-dire la levée progressive de ces restrictions, est animé et alimenté par une partie de l'élite politique allemande depuis la fin de la Guerre froide. Ayant retrouvé sa puissance économique, l'Allemagne, devenue plus imposante, tente de se doter de nouveaux moyens et instruments de politique étrangère notamment l'obtention d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

De plus en plus intégrée dans la coopération multilatérale, la politique étrangère de l'Allemagne repose sur un certain nombre de constantes et de principes fondamentaux, à savoir l'Europe, le partenariat transatlantique, la mobilisation mondiale en faveur de la paix et de la sécurité, la promotion de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme ainsi que l'engagement pour une mondialisation juste et durable et un ordre international basé sur des règles.

Sur la scène internationale, on constate que depuis déjà plusieurs années, les sommets et conférences sur le thème de l'Afrique se multiplient : France/Afrique, États-Unis/Afrique, Union Européenne/Afrique, Chine/Afrique, Russie/Afrique, Conférence de Tokyo sur le développement de l'Afrique, Inde/Afrique etc.

¹ Matière première des Relations internationales, la politique étrangère est un instrument par lequel un État tente de façonner son environnement politique international, d'y préserver les situations qui lui sont favorables et modifier celles qui lui sont défavorables.

La présente contribution se propose d'analyser la politique africaine de la République Fédérale d'Allemagne à l'aune de cette nouvelle ruée vers le « continent noir ». L'étude s'interrogera sur les fondements, les grandes lignes de permanence, les enjeux, les défis, les actions, les acteurs, les principes fondamentaux, les attentes, les continuités, les ruptures, les évolutions et perspectives de la politique africaine de la République fédérale d'Allemagne avant et après la Guerre froide. Seront traitées dans l'ordre qui suit, un aperçu de l'histoire des relations germano-africaines, les fondements, priorités et instruments de la politique africaine de l'Allemagne, la politique africaine de la République fédérale d'Allemagne des années 1960 à la fin de la Guerre froide et une vue d'ensemble des enjeux, des structures et programmes de la coopération allemande en Afrique depuis la fin de la Guerre froide jusqu'à la fin de la mandature de la chancelière Angela Merkel.

Sur le plan méthodologique, l'étude repose sur une analyse documentaire dont des documents officiels et travaux spécialisés : des documents politiques et stratégiques accessibles au public, des aperçus des projets menés par les différents acteurs de la coopération au développement allemands et la littérature secondaire et spécialisée.

1. Aperçu de l'histoire des relations germano-africaines

Selon les historiens, les premiers contacts entre l'Allemagne et le continent africain remontent aux années 1680. A cette époque, le Prince Électeur Frédéric-Guillaume de Brandebourg aussi appelé « Frédéric Le Grand », fonda un comptoir commercial dénommé « Großfriedrichsburg », du nom de son initiateur, dans la localité de Poquesso, sur la côte du territoire de

l'actuel Ghana². Après cet épisode, les ambitions coloniales allemandes ne renaîtront qu'avec la fondation du 2^{ème} Reich (1871-1918).

Après s'être opposé de façon catégorique à la conquête coloniale en Afrique, le chancelier impérial Otto von Bismarck finira par infléchir sa position sous le poids de la pression des sociétés et associations coloniales. Pour ces propagandistes, l'acquisition de colonies en Afrique donnait à l'Allemagne - qui depuis la révolution industrielle de 1721 était passée de pays agricole à un pays industrialisé - l'occasion d'avoir des débouchés, des relations d'affaires et surtout des réserves en matières premières pour faire tourner ses usines. Ainsi, du 15 novembre 1884 au 26 février 1885, Bismarck accueille la Conférence de Berlin- connue sous la désignation allemande « Berliner Kongokonferenz » ou « Westafrika-Konferenz » qui aura scellé la balkanisation de l'Afrique. Après sa capitulation en 1918, l'Allemagne, désignée comme la seule responsable du déclenchement et des dommages de la première Guerre Mondiale (1914-1918), perd toutes ses colonies au profit des vainqueurs. Le traité de Versailles du 28 juin 1919 mit définitivement fin à l'aventure coloniale allemande. Les vainqueurs obligèrent la nouvelle République née de la défaite à confier ses possessions d'outre-mer à la Société des nations (SDN), l'ancêtre de l'ONU.

Ce fut une décision jugée injuste par les Allemands qui vont plonger dans une période de révisionnisme, avec le mythe du bon colonisateur et

² Les restes de la forteresse commerciale, érigée dans le cadre de la traite négrière, sont encore visibles aujourd'hui dans la localité de Prince's Town, dans le canton d'Ahanta. Trois autres comptoirs plus modestes auraient été créés, toujours sur le territoire de l'actuel Ghana, mais n'auraient pas résisté à l'épreuve du temps. En 1721, à cause de difficultés financières énormes, ces comptoirs furent vendus aux Hollandais ce qui traduit un échec de l'aventure coloniale de l'Allemagne sur le continent africain (Cf. VAN DER HYDEN 2001).

la nostalgie du paradis exotique perdu. Selon une affiche de 1932 qui doit nourrir la propagande de reconquête des colonies: « Sans colonies, pas de matières premières, pas d'industrie et pas de prospérité » (DEBOUTTE 2016). Le germaniste camerounais Alexandre Kum'a Ndumba III a défendu la thèse selon laquelle, Hitler avait certes avant tout les yeux rivés sur l'Est de l'Europe, mais l'Afrique ne lui était toutefois pas autant indifférente³. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'ensemble des relations politiques, économiques et commerciales entre l'Allemagne et l'Afrique se trouvait interrompu. A la fin de la guerre, l'Allemagne est divisée en deux États : la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande (RDA).

2.La politique africaine d la République Fédérale d'Allemagne pendant l'ère bipolaire

Le 8 mai 1949, quelques jours après la fin du blocus de Berlin, le Conseil parlementaire allemand adopte la Loi fondamentale qui prévoit la création d'un nouvel État, la RFA, en attendant la réunification de tous les Allemands dans un même pays. La Loi fondamentale de la RFA est signée à Bonn le 23 mai 1949. La RDA verra le jour le 07 octobre 1949. Ancrés dans le camp des démocraties occidentales, les Allemands de l'Ouest s'inspirent de celles-ci pour définir les droits individuels et le partage des pouvoirs tels qu'ils s'appliqueront dans le nouvel État.

³ Certaines personnalités politiques influentes dans l'entourage de Hitler portaient un intérêt particulier au continent africain. Ils estiment que la perte des colonies allemandes à l'issue de la Première Guerre mondiale fait partie des affronts majeurs induits par le traité de Versailles, négocié sans les vaincus, donc sans l'Allemagne. (Cf. "Hitler voulait l'Afrique. Les plans secrets pour une Afrique fasciste 1933 - 1945" l'harmattan, Paris 2000).

Selon certains africanistes allemands, pour la période de l'après-guerre, mais également pour les décennies suivantes, la RFA n'a guère développé une « politique africaine » propre. Sa relation avec l'Afrique resta longtemps subordonnée à ses relations amicales avec la France et les Etats-Unis. Plus tard entra en jeu la doctrine Hallstein qui empêchait l'instauration de relations diplomatiques entre les nouveaux Etats indépendants africains avec la République démocratique allemande⁴.

Les relations officielles entre l'Allemagne et l'Afrique se sont développées progressivement : dans un premier temps avec les Etats africains « libres » (Afrique du Sud, Ethiopie, Liberia), ensuite avec les Etats des empires britannique et portugais (Kenya, Mozambique, Nigeria, etc.) et enfin avec l'Afrique francophone à partir de 1955/1956⁵.

⁴ Dans le contexte d'une forte idéologisation de la vie internationale, la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande avaient mis en place des politiques africaines respectives qui contribuèrent à créer des zones d'influence et de préférence politique, culturelle et économique en Afrique. En général, les chanceliers fédéraux de l'après-guerre (Konrad Adenauer (1876-1967), Ludwig Erhard (1897-1977), Helmut Schmidt (1918-2015) et Helmut Kohl (1930-2017) n'ont montré que peu d'intérêt pour l'Afrique. La première visite officielle d'un chancelier allemand en Afrique (au Nigeria et en Zambie) fut effectuée en 1978 par le chancelier Helmut Schmidt (1918-2015). Les visites officielles en Afrique ont été principalement réservées au Président fédéral ne disposant que de pouvoirs protocolaires. (MOLT 1995:15).

⁵ N'étant pas concernée par le problème de la décolonisation, l'Allemagne de l'Ouest cherchait à assumer, dans une certaine mesure, un rôle « d'intermédiaire » entre les puissances coloniales et les Etats africains sur le chemin de l'indépendance : ni compromission avec le pouvoir colonial qui, de toute évidence, allait vers son terme, ni parti pris ouvert pour la création d'Etats indépendants. L'opinion publique allemande était favorable à une politique d'autodétermination et d'indépendance des Etats africains qui croupissaient sous le joug de la colonisation. Pendant longtemps, les échanges allemands se font majoritairement avec quatre pays, l'Algérie, la Libye, le Nigeria

A partir des années 1960, année des indépendances africaines par excellence ⁶, la République fédérale d'Allemagne établit de façon significative des relations diplomatiques et commerciales avec la plupart des pays africains.⁷

Au départ, la politique africaine de la République fédérale d'Allemagne (RFA) s'inscrit dans le cadre de ses relations avec ses partenaires occidentaux, principalement la France et les États-Unis. L'Allemagne se proposait ici de contribuer au développement de l'Afrique dans un effort européen commun. Dans sa coopération internationale, le gouvernement fédéral veut contribuer à améliorer les conditions de vie dans les pays partenaires, à réduire la pauvreté et à renforcer la démocratie. Son objectif est de surmonter la faim et la pauvreté dans le monde et de renforcer la démocratie et l'Etat de droit (KASSE 2016: 133-142)⁸.

Depuis les années 1970, la classe politique allemande réfléchit à une « Afrikapolitik digne de ce nom » et nourrit l'ambition d'en faire avec « la Westpolitik et l'Ostpolitik, le troisième pilier de la diplomatie

et l'Afrique du Sud. Avec les autres Etats africains, les relations se cantonnent à l'aide au développement.

⁶ L'année 1960 fut d'ailleurs qualifiée en Allemagne d'"Afrika-Jahr" c'est-à-dire l'année de l'Afrique.

⁷ Le 14 novembre 1961, la RFA crée un ministère spécial dédié à la coopération économique (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit (BMZ). Son premier occupant est le ministre Walter Scheel. En 1993 ce ministère reçut l'additif „et le développement“.

⁸ Depuis longtemps, les droits humains dominant l'agenda allemand en Afrique. Dès les années 1960, les fondations politiques allemandes ont joué un rôle central dans la défense des valeurs démocratiques en Afrique. Créées, pour la plupart, dans l'après-guerre en réaction à l'échec de la République de Weimar, elles ont d'abord eu pour objectif de stabiliser la RFA. Aujourd'hui, elles développent des projets visant à renforcer les structures politiques et démocratiques dans le monde et surtout en Afrique.

allemande » (Le GLOANNEC 1983 : 7-23), cette ambition s'est heurtée à des obstacles institutionnels, obstacles qui ont été surmontés après la réunification des deux Allemagnes à travers la levée des ambiguïtés et les contradictions liées à la Guerre froide. Comment appréhender la politique africaine de la République fédérale d'Allemagne depuis la fin de la Guerre froide à nos jours?

3. La fin de la Guerre Froide et l'intérêt grandissant de l'Allemagne pour l'Afrique

Dans l'ère post-bipolaire, la quête de nouveaux marchés dans les pays de l'ancien bloc de l'Est demeurait un enjeu primordial pour la politique étrangère du gouvernement fédéral allemand.

Après avoir été longtemps en retrait, pour des raisons historiques, sur les grands problèmes qui concernent le continent, la République fédérale d'Allemagne manifeste, depuis le tournant du millénaire, un intérêt croissant pour le continent africain. L'Allemagne veut désormais exploiter les potentialités de coopération avec l'Afrique dans un esprit de partenariat. Ce partenariat est fondé sur des principes défendus dès le départ par la RFA et acceptés, tout au long de leur histoire, par ces pays africains.

L'Allemagne fait partie des principaux soutiens bilatéraux de l'Afrique dans le domaine de la bonne gouvernance, l'Etat de droit, la démocratie et les droits de l'Homme. Elle soutient la construction de structures publiques et s'engage en faveur des sociétés civiles.

3.1. La politique africaine de la République fédérale d'Allemagne sous le chancelier Helmut Kohl (1982-1998)

Helmut Josef Michael Kohl est né le 3 avril 1930 à Ludwigshafen et mort le 16 juin 2017 dans la même ville. Membre de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU), il est chancelier de de 1982 à 1998. Il fut l'acteur principal de la réunification allemande en 1990 ce qui lui vaut d'ailleurs le surnom de « chancelier de l'unité ».

En 1989, les populations des pays du bloc de l'Est, dont le système politique est le communisme, aspirent à plus de démocratie. De nombreux mouvements de protestation sont ainsi organisés contre les régimes en place. Ces manifestations de rue aboutissent à la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989, à la dislocation du bloc de l'Est et enfin à la réunification des deux Etats allemands le 3 octobre 1990⁹.

Depuis la fin du conflit Est-Ouest, de nouveaux défis et de nouvelles perspectives sont apparus dans la politique étrangère allemande. La « Conférence d'Accra des ambassadeurs allemands en Afrique » de 1993 dont le rapport renferme « dix grandes lignes » fait ressortir les priorités de l'engagement futur allemand en Afrique.

En effet, la politique africaine de la RFA, qui était jusque-là subordonnée à la condition de l'appartenance idéologique issue de la bipolarisation, est désormais soumise à de nouvelles conditions fixées dans un nouveau contexte mondial caractérisé par le passage d'un monde bipolaire à un monde unipolaire dont les conséquences sont nombreuses aussi

⁹ Cette Allemagne réunifiée, la République Fédérale d'Allemagne, se compose de seize (16) Länder c'est-à-dire onze (11) Länder de la RFA et cinq (5) Länder de l'ex RDA.

bien en Afrique que dans le reste du monde¹⁰.

En 1991, le chancelier allemand Helmut Kohl déclare :

Im Rahmen unserer traditionell engen Partnerschaft werden wir den Staaten Afrikas auch in Zukunft helfen, ihre 44 wachsenden wirtschaftlichen Probleme, Hungersnöte, Flüchtlingselend und Epidemien zu lindern und möglichst auf Dauer zu überwinden. (Dans le cadre de notre partenariat étroit habituel, nous aiderons aussi les Etats africains à atténuer leurs problèmes économiques croissants, la famine, l'immigration et les épidémies et si possible à les surmonter à la longue.) (Cité chez TOURE 2019 : 43, 45).

Après Helmut Kohl en 1991, c'est autour du Président Fédéral, Richard von Weizsäcker d'aborder la question en 1992 :

Ich versichere Ihnen, wir werden Afrika nicht allein lassen. Afrika ist und bleibt auch für das vereinte Deutschland ein Schwerpunkt der partnerschaftlichen Zusammenarbeit. (Je vous donne l'assurance, nous ne laisserons pas l'Afrique seule. L'Afrique est et demeure aussi pour l'Allemagne réunifiée, un axe essentiel de notre coopération) (Ebd.).

Cette idée est soutenue par le Ministre Fédéral des Affaires Etrangères Klaus Kinkel qui déclare :

Wir haben als Europäer und Deutsche allen Grund, uns gerade um Afrika zu dem wir eine starke Affinität haben, zu kümmern. Das Schicksal der Menschen und Völker dort kann, darf uns nicht egal sein, trotz aller Probleme, die wir bei uns haben. (Nous, en tant qu'Européens et Allemands, avons de bonnes raisons de nous occuper de l'Afrique avec qui nous avons une

affinité forte. Le destin des hommes et des peuples de là-bas ne doit pas nous être égal, malgré toutes les difficultés que nous avons chez nous.) (Ebd.).

3.2. La politique africaine de l'Allemagne sous Gerhard Schröder (1998-2005)

Les bouleversements observés dans les pays de l'Europe de l'Est ont eu aussi de nombreuses conséquences en Afrique. L'une des conséquences les plus importantes au plan politique fut le passage du système du parti unique à celui du multipartisme dans les années 90, qui fut accompagné à plusieurs endroits du continent de crises multiformes et même de conflits armés. Ainsi, les Etats respectant les droits de l'Homme, l'Etat de droit et les principes de la démocratie sont privilégiés par l'Allemagne.

La défense des droits de l'Homme a eu une place importante dans la politique africaine de l'Allemagne – et de sa politique étrangère de manière générale. Dans sa stratégie pour l'Afrique, le Ministère fédéral des Affaires Etrangères a défini ses priorités comme suit : « L'Europe, le partenariat transatlantique, l'engagement pour la paix et la sécurité, le soutien à la démocratie et aux droits de l'Homme tout comme l'engagement pour une mondialisation durable et équitable et un ordre mondial régulé – voilà le cadre de la politique étrangère allemande ».

Né en 1944 à Mossenberg (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), Gerhard Schröder est élu chancelier après la victoire de son parti aux élections de 1998, à la tête d'une coalition SPD-Die Grünen. Il fut réélu en 2002 avec une courte majorité. L'échec de son parti aux élections générales anticipées de septembre 2005 consacre son retrait de la vie politique.

En juin 2000, sous la mandature de Schröder, le ministère fédéral pour

¹⁰ Le changement de paradigme dans la politique allemande de développement est conduit par Carl-Dieter Spranger nommé ministre fédéral de la coopération économique dans le gouvernement Kohl le 18 janvier 1991.

la coopération économique et le développement (BMZ), décida de focaliser sa coopération au développement bilatérale sur un certain nombre de pays dans le monde. Du 18 au 24 janvier 2004 Gerhard Schröder effectua une tournée d'une semaine successivement en Éthiopie, au Kenya, en Afrique du Sud et au Ghana. Il était accompagné de plusieurs personnes issues des milieux d'affaires dont les patrons de Daimler-Chrysler, de Commerzbank et de la Lufthansa ce qui traduit un certain intérêt de l'Allemagne pour l'Afrique¹¹.

3.3. Le président fédéral Horst Köhler, promoteur de l'Afrique en Allemagne (2004-2010)

Né en 1943 en territoire polonais occupé, Horst Köhler, membre de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU), fut président de la République fédérale d'Allemagne de 2004 à 2010. Economiste de formation, il fut directeur général du Fonds monétaire international.

Pendant sa présidence, Horst Köhler s'était particulièrement engagé dans les relations germano-africaines. En juillet 2004, dans son discours d'investiture, Horst Köhler indique clairement que l'Afrique est pour lui une priorité. En 2005, il lançait l'initiative « Partenariat avec l'Afrique ». Même après son retrait de la vie politique en 2010, l'Afrique reste une priorité pour l'ancien Président allemand. Il ne cesse d'appeler, dans les débats publics, les institutions de son pays à une collaboration plus étroite avec l'Afrique.

Le président Köhler fut représentant spécial du secrétaire général des Nations-Unies pour des

missions en Afrique qu'il visita à plusieurs reprises. Au travers ses différentes expériences avec l'Afrique Horst Köhler a pu s'imprégner des défis des populations africaines:

L'Afrique vit l'émergence de sociétés civiles. De plus en plus d'Africains ne s'accommodent plus de leur sort. Des paysans se regroupent pour acheter des semences et construire un puits. Des mouvements citoyens dénoncent la corruption. Des femmes prennent l'initiative de construire des écoles. (BRAUN / PIOERRON Marie-Ange)¹².

3.4. La politique africaine de l'Allemagne sous Angela Merkel (2005-2021)

Membre de l'Union chrétienne-démocrate, Angela Merkel, née Angela Kasner le 17 juillet 1954 à Hambourg, est chancelière fédérale d'Allemagne du 22 novembre 2005 au 8 décembre 2021. Après 16 années à la tête de la première puissance économique du continent, Angela Merkel, Physicienne de formation, aura été l'une des femmes les plus influentes du monde en ce début de XXI^e siècle.

L'ex-chancelière a été visiblement à l'origine d'une nouvelle vision du partenariat avec le continent africain, une politique africaine marquée par de nombreuses initiatives et par l'affirmation d'un « partenariat d'égal à égal ».

Face à l'intensification du débat sur la place de l'Afrique dans la stratégie économique et la politique de sécurité de l'Allemagne, le gouvernement de coalition CDU-FDP décida, au cours de l'année 2010, de mettre sur pied une « stratégie globale » pour l'Afrique sous l'égide du Ministère des Affaires Etrangères. A

¹¹ SERGE-HENRI MALLET, in: <http://www.ufctogo.com/Allemagne-Afrique-Schroder-cherche-260.html>, 02. 12. 2021.

¹² Le problème c'est qu'en Allemagne le président de la République n'a qu'un rôle représentatif. Horst Köhler n'avait pas le pouvoir d'appliquer les belles idées de son partenariat pour l'Afrique.

cet effet, un groupe de travail, composé de différents acteurs (représentants de tous les ministères, des membres de groupes parlementaires, d'associations économiques, de fondations politiques, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'églises, de syndicats et de groupes de réflexion) fut chargé d'élaborer un document commun.

Le document fut présenté dans sa version définitive en juin 2011 par le Ministre des Affaires Etrangères d'alors Guido Westerwelle sous le nom « Projet pour l'Afrique » du gouvernement fédéral. (Cf. KOEPF, in : *Notes du Cerfa* 119, 2015). L'originalité de la nouvelle stratégie de l'Allemagne pour l'Afrique réside dans sa rupture catégorique avec l'ancienne grille de lecture paternaliste du continent. (MEHLER/SOEST (von), In: *Note du Cerfa*, n° 92/2012). Le ministre Guido Westerwelle affirmait à cet effet :

Nous souhaitons ouvrir un nouveau chapitre dans les relations avec le continent voisin. L'objectif est de prendre en compte l'importance grandissante de l'Afrique et [...] d'exploiter les potentialités de coopération dans un esprit de partenariat¹³.

Suite à ce dernier, le gouvernement fédéral a pris la décision de faire élaborer une nouvelle stratégie pour l'Afrique qui a été finalement publiée en mai 2014 sous le titre « Lignes directrices de la politique africaine ».

Le nombre considérable d'initiatives ministérielles témoignent bien que « le voisin naturel de l'Europe étant l'Afrique, l'Allemagne est décidée à lui accorder dorénavant toute l'importance qu'elle mérite » (HERBERT, 2021: 60-61).

De façon générale, les relations entre l'Allemagne et le continent africain sont dominées par la question du développement plutôt que par la géopolitique mondiale.

La politique africaine de la chancelière Angela Merkel se dessine à partir de 2015 avec la crise migratoire que connaît l'Europe. Avec la crise des réfugiés, l'Afrique a pris une place plus importante dans la politique allemande, car l'Allemagne a réalisé que l'Afrique est le continent voisin de l'Europe et qu'il faut un partenariat avec le continent dans tous les domaines.

En dehors de la Namibie avec laquelle l'Allemagne partage une histoire particulière, les pays africains avec lesquels elle échange le plus sont l'Afrique du Sud et les pays d'Afrique du Nord. Il y a désormais la volonté de développer des liens économiques au-delà de l'Afrique du Sud et de l'Afrique du Nord, par exemple avec des pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou avec la République Démocratique du Congo. Dans un autre domaine, la sécurité par exemple, cette politique multidimensionnelle s'illustre par la présence de l'Allemagne au Mali.

En octobre 2016, la chancelière allemande a effectué une tournée en Afrique qui lui a permis de constater le retard qu'accuse son pays en Afrique par rapport aux autres puissances (Chine, Inde, France, Grande Bretagne, USA, etc.) en matière d'investissements. Pendant sa tournée en Afrique, la Chancelière affirmait que « le bien-être de l'Afrique est dans l'intérêt de l'Allemagne ».

C'est dans cet objectif que le « Compact with Africa » a été lancé à Baden-Baden en mars 2017 par la présidence allemande du G20 avec le soutien des ministres des finances du G20 et des gouverneurs de la banque centrale.

¹³ <https://www.rfi.fr/fr/europe/20130920-allemande-afrique-relations-afro-realisme-partenariat-strategie-diplomaties>, 19. 11. 2020.

Avec le « Plan Marshall pour l'Afrique », une contribution allemande au « Compact with Africa » du G20 (CwA) que certains dirigeants africains ont rebaptisé « Plan Merkel pour l'Afrique », du nom de la chancelière allemande Angela Merkel ¹⁴, une enveloppe de 300 millions d'euros d'aide supplémentaire a été octroyée à trois pays du continent considérés comme des « champions des réformes » : la Côte d'Ivoire, le Ghana et la Tunisie. Ce plan entend également participer à la mise en œuvre des objectifs de l'agenda 2063, un programme de transformation économique conçu par l'Union Africaine (UA).

4. Critique de la politique africaine de l'Allemagne

La politique africaine de l'Allemagne fait l'objet de diverses critiques. On lui reproche d'être mal informée, paternaliste, entachée d'incohérence et d'opacité vis-à-vis de ses partenaires politiques, et de ne guère s'attaquer aux inégalités socio-économiques qui se sont creusées au fil de l'histoire. Selon certains observateurs critiques, malgré les initiatives de promotion des investissements privés, l'Afrique n'est toujours pas une priorité de l'Allemagne. En dépit du discours officiel qui prétend mettre fin aux déséquilibres, l'héritage colonial continuerait de modeler la politique contemporaine de coopération¹⁵.

Les retombées des initiatives allemandes ne seraient pas toujours probantes. Certains spécialistes regrettent un manque de vision et de synergies d'ensemble des différents projets financés dans le cadre de la

politique africaine de l'Allemagne. Certes, divers ministères ont contribué à renforcer leur engagement en faveur de la politique africaine et à traduire cette stratégie dans des lignes directrices, cependant ces initiatives souffriraient d'une coordination d'ensemble. Certains spécialistes qualifient la politique africaine de l'Allemagne d'être « entre principes éthiques et intérêts économiques » (STARK/GEORGET 2016/3: 217-220). La politique africaine de l'Allemagne serait caractérisée par une certaine contradiction « entre idées et réalités » (KASSE 2016/3).

La normalisation est un sujet controversé à la fois en Allemagne et à l'étranger et certains craignent que cela signifie un retour au passé. Depuis la période de politique agressive et hégémonique du Reich, l'opinion publique allemande rejette le militaire et tous les dirigeants allemands depuis 1945 se sont opposés à une voie unilatérale allemande, réaffirmant leur volonté d'une stratégie européenne. Dans la société civile allemande, ils sont nombreux à se demander si les valeurs universelles mises en avant dans le cadre de la coopération au développement ne masquent pas la course acharnée pour les matières premières africaines.¹⁶

Dans son analyse d'octobre 2021, le GIGA regrette que la politique de développement n'ait pas fait l'objet d'un débat lors de la récente campagne électorale allemande, alors qu'elle est essentielle à la réalisation des objectifs politiques du pays, tant au niveau mondial que pour l'Afrique.

En Afrique, l'Allemagne bénéficie d'une grande dose de sympathie, son passé colonial est parfois idéalisé :

¹⁴ En référence au Plan Marshall des Etats-Unis consacré à la reconstruction de l'Europe après la seconde Guerre mondiale.

¹⁵ SCHLEGEL/ZIAI 2021. Disponible sur : <https://docplayer.fr/219062582-La-politique-africaine-de-l-allemande-vers-la-reconstruction-d-un-modele-de-cooperation-asymetrique.html>, 19. 11. 2021.

¹⁶ <https://www.rfi.fr/fr/europe/20130920-allemande-afrique-relations-afro-realisme-partenariat-strategie-diplomaties>, 07. 07. 20.

En Afrique existe un engouement indécent pour l'Allemagne, qui est plus net dans les anciennes colonies de celle-ci comme au Cameroun et au Togo (où l'on célébrera dans le faste en 1984 le centenaire de la colonisation allemande!) et en Namibie où la mémoire collective a idéalisé outrancièrement la colonisation à la prussienne, marquées d'expéditions punitives et de lourds massacres génocidaires comme chez les Hereros. Quant à l'Allemagne, depuis l'époque de son chancelier de fer, Otto Leopold von Bismarck, elle répond à ces marques de sympathie par un désintérêt toujours plus grand que ne le laissent penser les discours humanitaristes officiels et les excédents commerciaux, au point que certains experts doutent de l'existence d'une politique africaine de l'Allemagne. (TOULABOR, 1995: 3).

Les facteurs historiques (l'absence de contentieux colonial entre l'Allemagne et l'Afrique), économiques (une aide économique et une assistance technique appréciées pour leur discrétion et leur efficacité et supposées sans arrière-pensées de domination impérialiste), culturels (les instituts Goethe accomplissent un travail, où les cultures locales sont tout autant, sinon plus, mises en avant que les productions du génie allemand) ont contribué à façonner une image positive de l'Allemagne et en Afrique.

Selon Anne-Marie Le Gloannec, les Africains regardent l'Allemagne essentiellement comme la patrie « d'efficacité de compétence, de sérieux, de disponibilité et d'un mélange séduisant sinon plaisant de rigueur et de générosité » que symbolisent à perfection la Mercedes-Benz, le label made in Germany, qui résonnent puissance, richesse et vie en abondance (LE GLOANNEC 1983: 22).

La demande de coopération africaine repose sur des préjugés favorables au travers desquels les populations africaines et leurs dirigeants perçoivent l'Allemagne. Ces représentations africaines de l'Allemagne, faites de sympathie et d'admiration traduisent, selon Comi M. Toulabor, « un état d'ignorance réelle ou feinte, se dispensant de l'effort nécessaire de questionnement pour aller vers une prise de conscience. » (TOULABOR, 1995: 5).

Le germaniste sénégalais Maguèye Kassé est d'avis que « les Africains pouvaient être dubitatifs à l'arrivée d'Angela Merkel à la chancellerie » étant donné qu'elle a gouverné dans le cadre de la coalition CDU-CSU (Union chrétienne-démocrate d'Allemagne et Union chrétienne-sociale), deux partis de droite, mais dans la pratique l'ex-chancelière aura conféré à la relation germano-africaine une image beaucoup plus rassurante¹⁷.

Effectivement, les responsables politiques africains apparaissent en majorité satisfaits du bilan d'Angela Merkel, celle-ci s'étant rendue plus souvent que ses prédécesseurs sur le continent.

Conclusion

Un des temps forts de l'activisme colonial allemand fut l'accueil de la conférence de Berlin, tenue du 15 novembre 1884 au 26 février 1885, en vue de désamorcer les conflits naissants entre les principales puissances colonisatrices. La défaite de l'Allemagne à l'issue de la Première Guerre mondiale marquera la fin de l'empire colonial allemand. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale dont les États-Unis furent les grands vainqueurs, les Alliés ont instauré une politique de démocratisation, de

¹⁷ Cela serait lié à l'éducation protestante, faite de valeurs humanistes, d'Angela Merkel qui vient de l'Est.

démilitarisation, de dénazification, de décentralisation et de démontage du Troisième Reich.

Les relations internationales de l'après Guerre Froide (1945-1947) engendrèrent un nouvel ordre mondial.¹⁸ Réunifiée, l'Allemagne, confrontée à toute une série de défis fondamentaux, liés à une donne internationale profondément bouleversée, entame un retour progressif sur la scène internationale.

Depuis la fin de la Guerre froide, la politique allemande s'intéresse de plus en plus au continent africain. La nouvelle réalité intérieure de l'Allemagne, due à son unification en 1990, a donné lieu à un réajustement de sa politique africaine dans le contexte du nouvel ordre international de l'après-guerre froide. Il serait donc inexact d'affirmer que l'intérêt allemand pour le continent africain est totalement inexistant.

L'Allemagne, malgré ses hésitations, a tracé les lignes directrices de sa politique africaine eu égard aux réalités économiques, sociales et culturelles du continent. Toujours en quête de nouveaux marchés dans un monde globalisé, la République Fédérale d'Allemagne affiche de plus en plus une certaine volonté de faire de l'Afrique le partenaire d'avenir de son industrie.

Les divers textes adoptés au fil des ans, tels que les lignes directrices, témoignent de cet intérêt grandissant de l'Allemagne pour l'Afrique. De façon générale, les relations entre l'Allemagne et le continent africain sont dominées par la question du développement plutôt que par la géopolitique mondiale. Selon certains observateurs, contrairement au discours officiel, les déséquilibres se perpétuent.

La politique africaine de l'Allemagne ne s'attaquerait pas suffisamment aux inégalités socio-économiques qui se sont creusées au fil de l'histoire et serait mal informée, paternaliste, entachée d'incohérence et d'opacité vis-à-vis de ses partenaires politiques. Toutefois, si au début des années 2000 l'Allemagne manque encore d'une stratégie claire dans sa politique africaine globale, les « Lignes directrices de la politique africaine » publiées en mai 2014, affichent une évolution dans sa politique africaine.

Références bibliographiques

AIRAULT Pascal : « Première africaine pour Gerhard Schröder » 26 janvier 2004, in : <https://www.jeuneafrique.com/71644/archives-thematique/premi-re-africaine-pour-gerhard-schr-der/>, 30. 11. 2021.

AUSWÄRTIGES AMT : *Die Bundesrepublik Deutschland und Afrika*. Dokumentation 1990-1993. Bonn.

BENDIEK ANNEGRET : « La « Review 2014 » : les piliers de la politique étrangère allemande et les attentes du reste du monde », in : *Note du Cerfa* 123, pp. 1-22. Disponible sur : file:///E:/DOC,%20LA%20POLITIQUE%20ETRANGERE%20DE%20L'ALLEMAGNE,%20ndc_123_bendiek_fr_0.pdf, 21. 11. 2021.

BOHNET, Michael/KLINGEBIEL, Stephan /MARSCHALL, Paul : « Die Struktur der deutschen öffentlichen Entwicklungszusammenarbeit. Hintergründe, Trends und Implikationen für das BMZ und andere Bundesressorts ». In : *Discussion Paper* 15/2008. Bonn: German Development Institute / Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE).

BRAUN Maja / PIOERRON Marie-Ange : « Horst Köhler et l'Afrique » in :

¹⁸ L'après Guerre froide dura jusqu'à la chute des régimes communistes en Europe de l'Est en 1989, rapidement suivie de la dislocation de l'URSS en décembre 1991.

<https://www.dw.com/fr/horst-k%C3%B6hler-et-lafrique/a-5638143>, 20.05. 2021.

BUNDESMINISTERIUM FÜR WIRTSCHAFTLICHE ZUSAMMENARBEIT UND ENTWICKLUNG (BMZ) : *Afrika und Europa- Neue Partnerschaft für Entwicklung, Frieden und Zukunft. Eckpunkte für einen Marshallplan mit Afrika*. Bonn 2017.

DEBOUTTE Gwénaëlle : « Histoire et mémoire : l'Allemagne aussi a colonisé l'Afrique », in : <https://www.jeuneafrique.com/mag/382530/politique/histoire-memoire-lallemagne-a-colonise-lafrique/>. Mis en ligne le 16 décembre 2016. Consulté le 07. 12. 2021.

ESSIS Botiagne Marc : « La politique africaine de l'Allemagne depuis 1990 », *Allemagne d'Aujourd'hui*, Janvier-mars 2010 (n°191), p.61-77.

FAOUZI Ahmed : « La ruée vers l'Afrique », in : <https://www.medias24.com/chronique/la-ruce-vers-lafrique/>, 15.11. 2021.

FRATERNITÉ HEBDO du 06.07. 1967.

GBADAMASSI Falila : « Politique africaine de l'Allemagne : le prochain chancelier héritera de l'approche "globale" d'Angela Merkel ». Disponible sur : https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/economie-africaine/politique-africaine-de-l-allemande-le-prochain-chancelier-heritera-de-l-approche-globale-d-angela-merkel_4788945.html, 21.11. 2021.

GLOANNEC Anne-Marie (Le) : « L'Allemagne et l'Afrique: une prudence efficace », in: *Politique africaine* n° 10, juin 1983, pp. 7-23.

GORDON Cochez Marie-Aude : « La normalisation de la politique étrangère de l'Allemagne ». In: *Politique étrangère*, n°2 - 1994. pp. 497-516. Disponible sur : https://www.persee.fr/doc/polit_0032

-342x_1994_num_59_2_4286, 21.11.2021.

GRAH MEL, Frédéric : *Félix Houphouët-Boigny, L'épreuve du pouvoir*, Abidjan : Éditions du CERAP, 2010.

HARTENBURG Valérie: *La politique culturelle extérieure de la République Fédérale d'Allemagne en Afrique francophone: L'exemple de la Côte d'Ivoire*, Mémoire de l'Université de Droit, d'Économie et des sciences d'Aix-Marseille-Institut d'Études Politiques, Année Universitaire 1989-1990.

HERBERT Ingo : *L'ÉcoDiplomate. Magazine panafricain de la Diplomatie Économique*. N°1/2021. Entretien exclusif réalisé par Guy-Assane Yapy, pp. 58-65.

HILLER VON GAERTRINGEN, Christian. « Les entreprises allemandes à la découverte d'un continent inconnu, l'Afrique », in : *Allemagne d'aujourd'hui*, vol. 217, no. 3, 2016, pp. 143-153.

KASSE Maguèye : « La politique africaine de l'Allemagne d'hier à aujourd'hui : une approche contradictoire entre idées et réalités », in : *Allemagne d'aujourd'hui* 2016/3 (N° 217), pp. 133-142.

KAS Publikation : *Deutsch-Französischer Dialog*, Heft Nr. 3, Paris 2010.

KOEPF Tobias: « L'Allemagne à la recherche d'une stratégie de politique africaine », in: *Note du CERFA*, n° 119, janvier 2015.

KOUASSI N'guessan Fulgence: *Contribution de l'Allemagne à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) en Côte d'Ivoire: Cas de l'ODD 1 (Pas de pauvreté)*. Thèse de doctorat Unique en études germaniques, Université Félix Houphouët-Boigny, Année Académique 2020-2021. Thèse soutenue le 26 juin 2021.

KOUASSI Jean Yves: *Analyse des relations entre l'Allemagne et des pays africains en crise: Le cas des relations germano-ivoiriennes de 2002 à 2011*. Thèse de doctorat Unique en études germaniques, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Année Académique 2016-2017.

LEMAÎTRE Frédéric: «Les sept piliers de la nouvelle politique étrangère allemande». Disponible sur: https://www.lemonde.fr/Allemagne/article/2014/02/01/les-sept-piliers-de-la-nouvelle-politique-etrangere-allemande_6006053_1666705.html, 21. 11. 2021.

MALLET Serge-Henri: «Allemagne-Afrique: Schröder cherche ses marques », in: <http://www.ufctogo.com/Allemagne-Afrique-Schroder-cherche-260.html>, 02. 12. 2021.

MASSON Francis: « Zoom sur la politique africaine de l'Allemagne », Nouvelle Europe [en ligne], Vendredi 24 juillet 2015. Disponible sur: <http://www.nouvelle-europe.eu/node/1921>, consulté le 22 mai 2020;

MAIR Stefan / TULL Denis: *Deutsche Afrikapolitik: Eckpunkte einer strategischen Neuorientierung*, Berlin, Stiftung Wissenschaft und Politik, « SWP-Studie », n° 10, mars 2009.

MEHLER Andreas / SOEST Christian (von): « La politique africaine de l'Allemagne : quelles convergences avec la France ? », in : *Note du CERFA*, n° 92, janvier 2012.

MINISTERE FEDERAL DES AFFAIRES ETRANGERES : « Priorités de la politique étrangère allemande ». Disponible sur : <https://www.auswaertiges-amt.de/fr/03-politique-etrangere-seite/sujets-seite/00-politique-etrangere-artikel/1260682>, 21.11. 2021.

MOLT Peter : « Eléments de la politique africaine de l'Allemagne »,

in : *Politique africaine* n°60 (L'Allemagne et l'Afrique), Karthala : Paris 1995, pp. 13-18.

NIES Susanne : « Des fondements de la politique étrangère allemande », in : *Revue internationale et stratégique* 2006/1. N°61, pp. 15 à 26.

PADONOU Oswald : « En Afrique, les fondations allemandes servent les objectifs de Berlin », in : *Jeune Afrique. Disponible* sur : <https://www.jeuneafrique.com/mag/735989/politique/tribune-en-afrique-les-fondations-allemandes-servent-les-objectifs-de-berlin/>, 30. 11. 2021.

PELZ, Daniel/QUENUM, Fréjus : « Quelle politique africaine pour le futur gouvernement allemand ? », in : <https://www.dw.com/fr/Allemagne-afrique-politique-de-d%C3%A9veloppement-olaf-scholz-coalition/a-59852825>, 25. 12. 2021.

SAKPA Delali : « Attentes africaines vis-à-vis du futur gouvernement allemand », in : <https://www.dw.com/fr/attentes-africaines-vis-%C3%A0-vis-du-futur-gouvernement-allemand/a-59287097>, 25. 12. 2021.

SCHLEGEL Adrian/ZIAI Aram : « La politique africaine de l'Allemagne : vers la reconduction d'un modèle de coopération asymétrique? », *Études de l'Ifri*, septembre 2021. Disponible sur : <https://docplayer.fr/219062582-La-politique-africaine-de-l-allemande-vers-la-reconduction-d-un-modele-de-cooperation-asymetrique.html>, 19. 11. 2021.

STARK Hans/ GEORGET Jean-Louis : « La politique africaine de l'Allemagne entre principes éthiques et intérêts économiques », in : *Allemagne d'aujourd'hui* 2016/3 (N° 217), pp. 217- 220.

STARK Hans : « La politique étrangère de l'Allemagne. Entre vocation globale et contraintes européennes », in :

Politique étrangère 2007/4 (Hiver), pp. 789- 801.

THOREL Julien: « La nouvelle politique africaine de l'Allemagne: un investissement politique et économique pour l'avenir de l'Europe », in: *Note du CERFA*, n° 44, juin 2007.

TOULABOR Comi M.: « *Le Mur-De-Berlin est dans la tête*», in: *Politique africaine* n°60 (L'Allemagne et l'Afrique), Karthala: Paris 1995, pp. 3-12.

TOURE Vamouyabi : *La politique allemande de développement en Afrique après la chute du mur de Berlin. Cas de la Côte d'Ivoire*. Thèse de doctorat Unique en études germaniques, Université Félix Houphouët-Boigny, Année Universitaire 2018-2019. Thèse soutenue le 25 juillet 2019.

VAN DER HYDEN, Ulrich : *Rote Adler an Afrikanische Küste. Die brandenburgisch-preußischer Kolonie Großfriedrichsburg in Westafrika*, Berlin : Selignow Verlag, 2001.

Webographie

<https://www.dw.com/fr/en-politique-africaine-lallemagne-se-cherche-une-strat%C3%A9gie/a-38308074>, 22.05.2020

<https://www.tatsachen-ueber-deutschland.de/fr/politique-lallemagne/politique-etrangere-un-engagement-en-faveur-de-la-paix-et-de-la-securite>, 07. 07. 20).

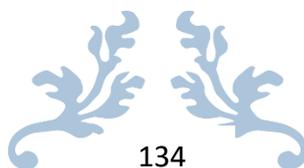
<https://www.rfi.fr/fr/europe/20130920-allemande-afrique-relations-afro-realisme-partenariat-strategie-diplomaties>, 07. 07. 20.

<https://www.exportinitiative-gesundheitswirtschaft.de/EIG/Redaktion/DE/Kurzmeldungen/News/2017/2017-11-15-zyprides-pro-afrika.html>, 01. 12. 2021.

Numéro 006 Juin 2022
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN: 2709-5053





HARIS N°006 Juin 2022